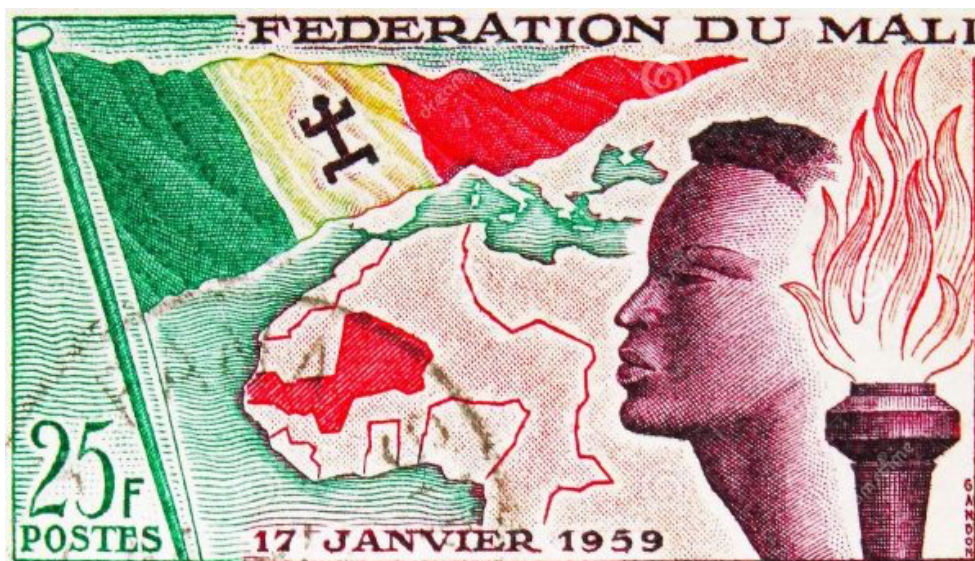


« L'option socialiste » : le développement non-capitaliste du Mali et le mouvement communiste international

Auteur : Matthew Read

Traduction : Nathan Macé

12 avril 2023



Un timbre commémorant l'éphémère Fédération du Mali

De 1960 à 1968, la République du Mali fut à l'avant-garde de la révolution sociale en Afrique. Le parti de l'époque au pouvoir, l'Union soudanaise, refusa de se contenter d'une souveraineté politique formelle et déclara en 1960 que la république opterait pour "l'option socialiste" afin d'assurer l'indépendance économique vis-à-vis de l'impérialisme et la libération sociale du peuple malien. Depuis sa création, ce mouvement national en "Afrique-Occidentale française" a entretenu des liens étroits avec le mouvement communiste international. Nombre de ses dirigeants ont organisé les *Groupes d'études communistes*, des cellules qui se répandirent dans toute l'Afrique occidentale et équatoriale dans les années 1940 avec l'aide du Parti communiste français. À la fin des années 1950, après l'accession à l'indépendance du Mali et de la Guinée sous l'impulsion de partis anti-impérialistes, cette relation prit de nouvelles dimensions. Le camp socialiste commença à soutenir ces jeunes projets d'État dans leurs efforts pour surmonter l'exploitation néo-coloniale et, en fin de compte, contourner le stade de développement

capitaliste.

Ce bref épisode de l'agitation révolutionnaire au Mali propose un aperçu de plusieurs aspects centraux de l'anti-impérialisme du XXe siècle. Avant tout, il donne une idée de la nature des relations entre le camp socialiste et les gouvernements progressistes des États nouvellement libérés. Si tous deux partagent un ennemi commun, l'impérialisme occidental, jusqu'où aller dans la coordination de leurs actions et la discussion de leurs tactiques ? De même, les développements au Mali aident à appréhender la stratégie internationaliste des forces communistes à ce carrefour historique des années 1960. Des théories telles que le "développement non-capitaliste" et l'"État démocratique national", qui deviendront des concepts centraux dans l'analyse communiste des anciennes colonies, sont élaborées au début de cette décennie. Enfin, la trajectoire de l'Union soudanaise au Mali, d'un mouvement de masse anticolonial vers un parti d'avant-garde, illustre la manière dont la lutte des classes s'est déroulée pendant la deuxième phase de la libération nationale. La question de la forme d'organisation politique appropriée pour la lutte contre le néocolonialisme, abordée un peu plus loin dans cet article, était au centre des débats entre les révolutionnaires africains de l'époque.

Si toute conclusion tirée d'un seul exemple serait bien sûr préliminaire et succincte, il est nécessaire de comparer les expériences du Mali avec celles d'autres États démocratiques nationaux¹, le Mali reste un exemple assez significatif, car l'*Union Soudanaise* fut le premier parti au pouvoir dans les États africains nouvellement libérés à identifier le marxisme-léninisme comme sa base idéologique et à s'aligner de *facto* sur le camp socialiste dès le milieu des années 1960. Les recherches effectuées dans le cadre de cet article reposent en grande partie sur des documents de la DDR et du SED trouvés au sein des *Bundesarchiv* (Archives fédérales allemandes), sur des articles parus dans des revues communistes telles que *Problems of Peace and Socialism* ainsi que sur des analyses d'historiens libéraux et marxistes. Des sources spécifiques, des citations plus longues et des informations supplémentaires peuvent être trouvées dans les notes de bas de page pour ceux qui souhaiteraient approfondir leurs recherches.

Bien que l'article se concentre principalement sur la période de huit ans de démocratie révolutionnaire au Mali, il couvre également les développements importants qui ont précédé l'indépendance du Mali et explore plusieurs aspects de l'*option socialiste*.

¹ Pour ne citer que quelques exemples : l'Égypte, l'Algérie, la Syrie et l'Afghanistan, et, à un degré différent, également les Républiques soviétiques d'Asie centrale, la Mongolie, la Chine et la Corée.

Le mal-développement de l'Afrique de l'Ouest et l'exploitation européenne

L'Afrique de l'Ouest abritait autrefois certaines des sociétés les plus avancées du continent africain. Du Ve siècle à la fin du XVIe siècle, les États successifs ont développé de vastes économies fondées principalement sur l'agriculture, l'artisanat et le commerce de l'or. Au XVIe siècle, les premières tendances féodales en Afrique de l'Ouest (par exemple, l'émergence d'une aristocratie fondée sur l'exploitation des communautés villageoises) commencèrent à s'éroder, sans toutefois remplacer complètement le principe d'égalitarisme communautaire². Avec l'arrivée des marchands d'esclaves européens lors de la seconde moitié du XVIe siècle, une période d'asservissement et d'exploitation de la région par les étrangers commença. Jusqu'au milieu du XIXe siècle, la côte ouest-africaine est resté un nœud central de la traite transatlantique des esclaves, alors que l'arrière-pays devenait un terrain de chasse pour les captifs, ensuite vendus aux Européens en échange de biens de consommation de peu de valeur. Cette époque précoloniale a profondément perturbé le développement de l'Afrique de l'Ouest, non seulement car elle a dépouillé la région de sa main-d'œuvre, mais aussi parce qu'elle a réorienté l'activité économique interne autour de la pratique hautement destructrice de la chasse aux esclaves.

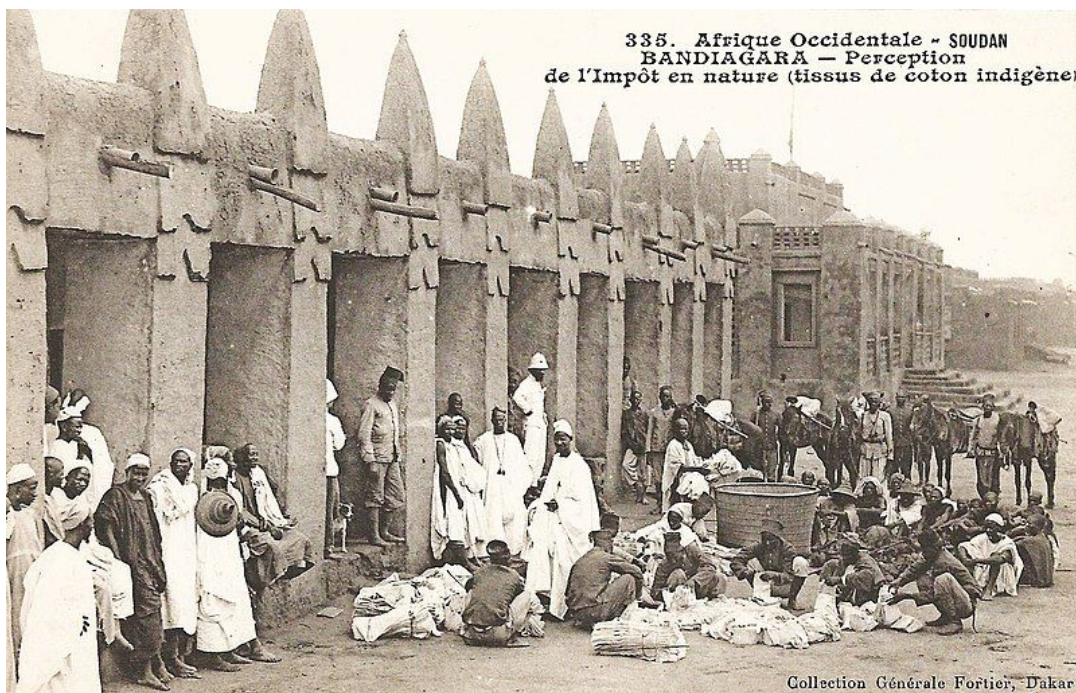
Dans les années 1870, les Français commencèrent à établir des forts et des avant-postes le long du fleuve Niger, prenant ainsi le contrôle direct de vastes étendues en Afrique de l'Ouest. Le passage au régime colonial fut synonyme d'intégration directe de l'Afrique de l'Ouest dans l'économie mondiale impérialiste : la main-d'œuvre devait désormais être exploitée dans le pays plutôt qu'exportée à l'étranger. L'arachide devint l'une des premières sources commerciales de revenus de l'"Afrique Occidentale française", avant que les autorités coloniales ne tentent d'établir des projets de culture du coton le long du fleuve Niger, avec la réinstallation forcée de familles locales pour travailler la terre³.

Le colonialisme français a déformé l'économie de l'Afrique de l'Ouest d'une manière très particulière. Contrairement aux colonisateurs de l'Afrique de l'Est et du Sud, qui ont brisé les relations communautaires et créé une classe de travailleurs expropriés susceptibles de travailler dans des industries extractives ou des plantations

² Pour un aperçu marxiste plus large de cette période en Afrique de l'Ouest, voir les travaux de l'historien guyanais Walter Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa*, (Londres : Verso Books, 2018) et de l'historien français Jean Suret-Canale, comme par exemple « Die Bedeutung der Tradition in den Westafrikanischen Gesellschaftsordnungen » dans *Tradition und nichtkapitalistischer Entwicklungsweg in Afrika*, Ed. Irmgard Sellnow And Helmut Mardek, 107–139. Berlin: Deutscher Verlag Der Wissenschaften, 1971.

³ Klaus Ernst, *Tradition und Fortschritt im afrikanischen Dorf* (Berlin: Akademie-Verlag, 1973).

quasi-féodales, la France a exporté peu de capitaux en Afrique de l'Ouest et a limité son implication directe dans la sphère de la production⁴. Ainsi, les sociétés commerciales françaises se sont essentiellement appuyées sur l'imposition d'un commerce inégal pour réaliser des bénéfices, en achetant les produits agricoles obligatoires à bas prix et vendant des biens de consommation de qualité inférieure à des prix élevés⁵. Les chefs de village et de canton étaient sélectionnés et soudoyés par les Français pour faire respecter le régime colonial et représenter les intérêts des sociétés commerciales. En conséquence, même si les communautés villageoises d'Afrique de l'Ouest furent subordonnées aux besoins des monopoles étrangers, leur mode de production semi-communautaire est resté largement intact. De fait, à la fin de l'ère coloniale, l'économie ouest-africaine présentait de fortes contradictions : d'un côté, elle était directement intégrée au marché mondial impérialiste mais de l'autre, elle était encore caractérisée par des structures villageoises pré-féodales basées principalement sur l'agriculture de subsistance, la propriété commune de la terre et les relations patriarcales.



Collecte de coton tissé dans la ville de Bandiagara (vers 1900) : grâce à de telles taxes en nature, la France a pu contraindre, pour répondre aux besoins de ses monopoles, des villages qui seraient

⁴ La France préférait exporter des capitaux vers l'Europe de l'Est et la Russie (avant 1917). Lorsqu'ils exportaient des capitaux vers l'Afrique de l'Ouest, les Français restaient dans les territoires côtiers du Sénégal et de la Côte d'Ivoire où ils construisaient de grandes plantations qui donnèrent plus tard naissance à une sorte de bourgeoisie agraire dans ces États. Suret-Canale, *Die Bedeutung der Tradition in den Westafrikanischen Gesellschaftsordnungen*.

⁵ C'est grâce à de telles pratiques d'exploitation que certains monopoles modernes tels que la société UNILEVER ou la Compagnie française de l'Afrique occidentale (aujourd'hui la « Corporation pour l'Afrique et l'outre-mer », CFAO) ont pris de l'importance. Rodney, *Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique*.

Dans les années 1950, le mouvement pour l'indépendance en Afrique de l'Ouest avait obtenu d'importantes concessions de la part de la France. Le Rassemblement Démocratique Africain (RDA), une coalition de partis de toute l'Afrique Occidentale et Équatoriale française fondée en 1946, joua un rôle crucial aux côtés du Parti communiste français (PCF) en faisant pression sur l'*establishment* français pour qu'il accepte l'autonomie politique des colonies. La section du RDA au "Soudan français" (l'actuel Mali) était l'Union soudanaise (US-RDA). Le parti fut co-fondé par Modibo Keïta, un jeune enseignant de Bamako qui avait été actif dans sa ville natale au sein des "Groupes d'Études Communistes", affiliés au PCF. Keïta prit la tête du mouvement indépendantiste au Soudan français et obtint l'autonomie de la nouvelle République soudanaise par référendum en 1958. Panafricaniste, Keïta plaidait pour l'intégration des anciennes colonies de l'Afrique occidentale française. La Fédération du Mali, une union entre la République soudanaise et le Sénégal, fut créée au début de l'année 1959. Mais les dirigeants, ayant des visions divergentes quant à l'avenir de cette alliance, (les Sénégalais privilégiant un développement capitaliste et des relations plus étroites avec la France), ne purent outrepasser leurs divisions. Après seulement quelques mois, l'Union se désintégra et l'US-RDA déclara la République indépendante du Mali en septembre 1960. L'échec de la Fédération fut néanmoins un coup dur pour l'US-RDA, car le Sénégal représentait géographiquement pour le Mali sa porte d'entrée sur le monde extérieur. La capitale (Bamako) était désormais séparée de la côte par près de 1000 kilomètres, une donnée qui allait peser sur l'économie malienne pendant des décennies.



L'US-RDA et le mouvement communiste international

L'US-RDA était un parti de masse fonctionnant comme un front national, formé à la suite d'une série de fusions entre divers groupements politiques, influencés par la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO) ou le PCF marxiste-léniniste. 90 % des membres de l'US-RDA étaient des paysans, tandis que les dirigeants étaient principalement issus de milieux petits-bourgeois (enseignants, médecins et employés de bureau)⁶. La classe ouvrière naissante, qui ne représentait que 2,8 % de la population active du Mali au moment de l'indépendance, avait une présence relativement mineure au sein du parti, mais pouvait exercer une certaine influence par le biais de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM), le syndicat affilié au parti. Immédiatement après l'indépendance du Mali, un congrès de l'US-RDA annonça une deuxième étape dans la lutte pour la libération nationale, déclarant que le pays devait « entreprendre immédiatement et résolument la décolonisation économique, établir dès que possible une nouvelle structure économique et, sur la base des possibilités concrètes des pays africains, développer les relations commerciales dans le cadre d'une planification socialiste »⁷. La souveraineté politique formelle atteinte, la tâche consistait désormais à conduire le pays vers l'indépendance économique et l'émancipation sociale pour « débarrasser le peuple de l'héritage du colonialisme ».

En tant que premier président du Mali, Keïta lança une série de mesures dans le cadre de cette *option socialiste* : des secteurs-clés de l'économie anciennement colonisée furent nationalisés et intégrés dans un plan quinquennal (1961-1966), une nouvelle monnaie fut créée pour rompre avec la zone néocoloniale française du franc CFA, et une "action rurale" fut lancée pour transformer les villages semi-communautaires en coopératives agricoles modernes. Ces initiatives devaient constituer les premières étapes d'une révolution en trois temps au Mali : une "transformation socialiste" initiale des conditions existantes, suivie de la "construction du socialisme" et enfin de la "consolidation de la société socialiste" ⁸.

⁶ Ernst, *Tradition Und Fortschritt Im Afrikanischen Dorf*.

⁷ Congrès Extraordinaire du Parti de l'US-RDA du 22 septembre 1960, cité dans *Economie et Politique*, Nr. 96, 1962, P.89 (Bundesarchiv DQ_1).

⁸ Voir Idrissa Diarra, "Massenpartei Und Aufbau Des Sozialismus", *Probleme Des Friedens Und Des Sozialismus*, Iss. 01, 1967.

Bien que l'US-RDA ait été le premier parti non communiste en Afrique à identifier le marxisme-léninisme comme sa base idéologique, il restait un "front patriotique" socialement et idéologiquement hétérogène⁹. Avant l'indépendance, toutes les classes et tous les groupes sociaux du Mali (à l'exception des chefs corrompus) s'étaient trouvés en contradiction avec l'impérialisme étranger. Une tendance de droite occupait une position relativement forte au sein de la direction du parti, environ la moitié des sièges du politburo et plusieurs postes ministériels clés. Ce groupe ne contesta pas ouvertement l'*option socialiste*, mais poussa à des réformes plus modérées et à une relation moins antagoniste avec la France. En parallèle, une aile gauche du parti était soutenue par ceux qui avaient été actifs dans les groupes d'étude du PCF qui avaient fusionné avec l'US-RDA à la fin des années 1950. Cette tendance gauchiste obtint rapidement le soutien de la section des jeunes du parti (la JUS-RDA) et des membres des syndicats. Ils n'avaient pas de programme politique indépendant et prônaient plutôt une mise en œuvre rigoureuse de l'*option socialiste*.

L'US-RDA a été plus provocateur que la plupart des autres partis de gouvernement dans les États voisins, mais n'a jamais complètement rompu avec la France. Pour maintenir leur influence dans le pays et exacerber les désaccords au sein de l'US-RDA, les puissances occidentales commencèrent à offrir des crédits financiers au gouvernement de Keïta au début des années 1960. Par la suite, le Mali adhéra au Fonds monétaire international (FMI), à la Banque mondiale en 1963 et signa un accord d'association avec la Communauté économique européenne (CEE) en 1964. Le camp socialiste ne se faisait guère d'illusions quant à ce sujet, reconnaissant que le mal-développement colonial et les limites des ressources soviétiques plaçaient le Mali dans une position difficile dans laquelle l'US-RDA cherchait à "manœuvrer politiquement entre les deux systèmes mondiaux"¹⁰.

⁹ Le résumé suivant est basé sur le livre d'Ernst de 1973 et sur des documents trouvés dans les archives fédérales allemandes (Bundesarchiv DY 30/98101 et DY 30/98099). Les deux sources ont basé leurs analyses sur des recherches primaires au Mali et sur des articles parus dans *L'Essor*, le journal de l'US-RDA.

¹⁰ Citation tirée d'une évaluation interne de la DDR de 1965 (DY 30/9810). Une évaluation similaire a également été faite au début de 1968 : « En raison de la situation économique compliquée du Mali et des possibilités limitées des pays socialistes de fournir de l'aide, les dirigeants maliens se voient contraints de faire appel à l'aide des États impérialistes (France, Allemagne de l'Ouest). ». » Bien que le Mali soit membre du mouvement des non-alignés, le président Keïta soulignait au début des années 1960 que cela n'équivalait pas à la neutralité : « En effet, nous sommes un pays non-aligné, mais notre non-alignement ne se traduit pas par une marche sur la corde raide. . Notre non-alignement ne signifie pas le silence face aux agressions impérialistes. Notre non-alignement ne signifie pas rester muet face à la violation des droits des peuples, des citoyens. Notre non-alignement ne signifie pas non plus que nous reculons intérieurement face à une action culturelle visant à éliminer les pays socialistes, les pays communistes, en les dénigrant comme pays de désordre. » (Cité dans *Argumente und Tatsachen, zur Entwicklung der Afrikanischen Parteien* (Berlin : Zentralkomitee Der SED, 1965), 29.)



En 1961, le Mali rejoignit le Ghana et la Guinée dans l'Union des États Africains, qui cherchait à surmonter la balkanisation de l'Afrique de l'Ouest en intégrant progressivement les économies de ces trois états. Pourtant, elle fut de courte durée, après que des désaccords aient conduit à sa dissolution en 1963. De gauche à droite : Modibo Keïta, Kwame Nkrumah et Sékou Touré.

À cette époque, le mouvement communiste international est alors encore affaibli par la dissolution du *Comintern* en 1943, puis du *Cominform* en 1956¹¹. Pour tenter de relancer la coordination internationale du mouvement, plusieurs réunions sont organisées à la fin des années 50, avec pour point culminant la "Réunion internationale des partis communistes et ouvriers de 1960", à laquelle participèrent 81 partis à Moscou. Ils y développèrent le concept, plutôt nébuleux, d'"État national démocratique" pour rendre compte des processus complexes en cours dans de nombreux États nouvellement libérés. Ce concept est ainsi décrit dans la "Déclaration de 1960" :

¹¹ L'Internationale communiste (Troisième Internationale) a été dissoute en 1943, au plus fort de la Seconde Guerre mondiale. Le *Kominform* (Bureau d'information des partis communistes et ouvriers) a été créé en 1947 pour succéder officiellement au *Komintern* en Europe, mais il a été dissous par Khrouchtchev en 1956.

*"Les tâches urgentes de renaissance nationale auxquelles sont confrontés les pays qui ont secoué le joug colonial ne peuvent être accomplies efficacement que si une lutte déterminée est menée contre l'impérialisme et les vestiges du féodalisme par toutes les forces patriotiques des nations réunies en un seul front national-démocratique. Les tâches nationales démocratiques - sur la base desquelles les forces progressistes de la nation peuvent s'unir et s'unissent dans les pays qui ont conquis leur liberté - sont les suivantes : La consolidation de l'indépendance politique, la réalisation de réformes agraires dans l'intérêt de la paysannerie, l'élimination des survivances du féodalisme, le déracinement de la domination économique impérialiste, la restriction des monopoles étrangers et leur expulsion de l'économie nationale, la création et le développement d'une industrie nationale, l'amélioration du niveau de vie, la démocratisation de la vie sociale, la poursuite d'une politique étrangère indépendante et pacifique, et le développement de la coopération économique et culturelle avec les pays socialistes et d'autres pays amis ».*¹²

Pour le mouvement communiste, l'US-RDA avait engagé le Mali sur la voie du "développement non-capitaliste", ce qui impliquait une transformation anti-impérialiste et une démocratisation en profondeur de la société. Une phase initiale de "démocratie nationale"¹³ serait nécessaire dans la plupart des pays libérés, car des décennies de mal-développement colonial avaient rendu impossible une révolution socialiste immédiate. La classe ouvrière étant encore numériquement faible dans ces pays, cette entreprise ne pouvait donc être menée par la dictature du prolétariat, mais plutôt par une forme transitoire d'organisation politique : un front anti-impérialiste composé d'ouvriers, de paysans, de petits-bourgeois et même d'éléments de la bourgeoisie nationale¹⁴. À la tête de ce front se trouvaient souvent des "démocrates révolutionnaires", des membres de l'intelligentsia ou des officiers de l'armée qui incarnèrent le mouvement national. Des figures telles que Modibo Keita au Mali, Kwame Nkrumah au Ghana et Abdel Nasser en Égypte en sont la parfaite illustration. Tout en maintenant la nécessité de cette alliance entre les classes, les communistes reconnaissaient également sa nature précaire :

¹² « Déclaration de Moscou » (1960). <https://www.marxists.org/History/International/Comintern/Sino-Soviet-Split/Other/1960statement.htm>. À noter que chaque citation a été traduite par les auteurs.

¹³ Le concept de « démocratie nationale » est similaire au concept de « démocratie populaire » et à ce que Mao a décrit comme « un État néo-démocratique sous la dictature conjointe de plusieurs classes anti-impérialistes » dans son texte de 1940 sur la nouvelle démocratie.

¹⁴ En 1973, les spécialistes est-allemands E. Dummer et E. Langer ont identifié la condition fondamentale d'un tel pouvoir d'État : « Un critère décisif pour ces pays, où les relations de pouvoir ne sont pas encore clairement définies en termes de classe, où les relations de pouvoir ne sont pas seulement sociales mais aussi politiques. Les relations sont en transition, c'est que la bourgeoisie intérieure a perdu le monopole du pouvoir politique. » (Dans *Internationale Arbeiterbewegung und Revolutionärer Kampf* (Berlin : Dietz Verlag, 1973), 357.)

*« Dans les conditions actuelles, la bourgeoisie nationale des pays coloniaux et dépendants, sans lien avec les cercles impérialistes, est objectivement intéressée par les tâches principales de la révolution anti-impérialiste et antiféodale, et conserve donc la capacité de participer à la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme et le féodalisme. En ce sens, elle est progressiste. Mais elle est instable ; bien que progressiste, elle est encline à se compromettre avec l'impérialisme et le féodalisme. En raison de sa double nature, le degré de participation de la bourgeoisie nationale à la révolution varie d'un pays à l'autre. Cela dépend de conditions concrètes, de l'évolution des rapports de force entre les classes, de l'acuité des contradictions entre l'impérialisme, le féodalisme et le peuple, et de la profondeur des contradictions entre l'impérialisme, le féodalisme et la bourgeoisie nationale ».*¹⁵

Il fut également affirmé que l'assistance du camp socialiste pourrait permettre à ces régimes démocratiques nationaux de créer les conditions politiques, matérielles et socio-économiques préalables au socialisme sans avoir à passer par un stade de développement capitaliste¹⁶. La République populaire mongole et les Républiques Soviétiques d'Asie centrale, qui avaient traversé des périodes initiales de transformation révolutionnaire et démocratique dans les années 1920 et 1930 avant de passer à l'édification du socialisme, constituaient un point de référence essentiel pour le concept de "développement non-capitaliste"¹⁷. Dans les anciennes colonies d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, cette voie non-capitaliste signifiait une lutte continue contre l'impérialisme et, dans le même temps, une limitation et un recul progressif des relations capitalistes intérieures. L'objectif était de conduire la révolution nationale anti-impérialiste vers une révolution socialiste, comme cela s'était produit à Cuba, où le démocrate révolutionnaire Fidel Castro avait adopté le marxisme-léninisme au fur et à mesure que la révolution progressait. C'est sur cette base théorique que l'URSS et ses alliés ont entrepris de soutenir des États comme le Mali dans les années 1960 :

¹⁵ "Moscow Declaration" (1960).

¹⁶ On a dit que la voie du développement non-capitaliste initiée par les démocraties nationales créerait les conditions dans lesquelles une classe ouvrière – le sujet politique capable de construction socialiste – pourrait émerger. Les régimes nationaux démocratiques pourraient ainsi accomplir la tâche historique du mode de production capitaliste sans avoir à endurer les angoisses de la dictature de la bourgeoisie. Comme indiqué ci-dessous, ce concept trouve ses racines dans le 2e Congrès mondial du Komintern en 1920 et a été élargi après la Seconde Guerre mondiale pour devenir la pierre angulaire de la stratégie communiste. Voir également « Sozialistische Orientierung » dans *Wörterbuch des Wissenschaftlichen Kommunismus* (Berlin : Dietz Verlag, 1982).

¹⁷ Voir, par exemple, Kurt Huber, « La République populaire mongole – Un exemple d'une voie de développement non-capitaliste réussie vers le socialisme » dans *La voie de développement non-capitaliste vers le socialisme Problèmes actuels en théorie et en pratique* (procès-verbal d'une conférence) (Berlin : Akademie-Verlag, 1973).

*« Les partis communistes travaillent activement à l'achèvement cohérent de la révolution démocratique anti-impérialiste et antiféodale, à l'établissement de démocraties nationales et à l'amélioration radicale du niveau de vie de la population. Ils soutiennent les actions des gouvernements nationaux qui conduisent à la consolidation des acquis et à l'affaiblissement des positions des impérialistes ».*¹⁸

La voie du développement non-capitaliste du Mali et la solidarité de la DDR

Immédiatement après l'indépendance, le Mali établit des relations étroites avec de nombreux États socialistes et chercha à obtenir leur aide afin de réaliser l'*option socialiste*. Les premiers échanges avec l'Allemagne de l'Est se firent par l'intermédiaire de la Fédération syndicale libre allemande (FDGB), qui envoya une délégation en Afrique de l'Ouest en 1960. Les responsables maliens insistaient sur la nécessité de développer le système de santé du pays, que la France avait laissé dans un état déplorable. Le manque criant de médecins (1 pour 40 000 habitants en 1960) entraînait le non-traitement de nombreuses maladies et les épidémies de tuberculose, de paludisme et de syphilis se propageaient de manière incontrôlée¹⁹.



Des étudiants maliens à l'Université Karl Marx de Leipzig (RDA) prenant la pose après l'écriture d'une déclaration dénonçant les essais nucléaires français dans le désert du Sahara

¹⁸ "Moscow Declaration" (1960).

¹⁹ DQ 1_23938.

Après que le ministre malien de la santé eut exprimé son intérêt pour une coopération dans ce domaine, des représentants de l'US-RDA se rendirent en DDR pour élaborer des plans. Cette coopération devait se concentrer sur les soins préventifs pour la population et la réorganisation de la structure du système de santé. 60 000 vaccins contre la polio furent rapidement envoyés au Mali et le FDGB contribua à la fusion des syndicats de santé maliens en une organisation plus efficace et centralisée. De même, un programme de formation des étudiants maliens en Allemagne de l'Est fut également mis en place. La première promotion arriva à l'école de médecine de la ville de Quedlinburg en 1960, et fut suivie par des centaines d'autres Maliens, étudiant dans divers domaines. La coopération s'étendit ensuite progressivement à la formation de travailleurs qualifiés, aux échanges culturels, aux partenariats d'éducation populaire et à la formation de cadres politiques.

La production agricole était l'activité économique centrale du Mali, avec 90 % de la population active engagée dans ce secteur, mais aussi la première source d'accumulation du pays, 92% des exportations provenant de l'agriculture. Mais malgré cela, dans de nombreuses régions, le niveau des forces productives restait extrêmement faible : les terres étaient exploitées par des familles qui utilisaient des outils manuels et consommaient plus des trois quarts de leurs récoltes pour leur subsistance. Les particularités du régime colonial au Soudan français n'ayant pas donné naissance à de grands domaines privés, il n'était pas nécessaire de procéder à une réforme agraire semblable à celles de Cuba, de l'Égypte et de l'Irak.



Des agriculteurs Dogon du centre du Mali labourant la terre avec des outils manuels (vers 1970).

Au lieu de cela, l'*Action Rurale* chercha à transformer les villages semi-communautaires en coopératives (*Groupement Rural de Production et de Secours Mutuel*, GRPSM) et à les relier à des installations gérées par l'État (*Encadrement Rural*) qui aideraient les agriculteurs à utiliser des méthodes de production modernes. Cette action devait être la pièce maîtresse de la transformation socialiste au Mali, son objectif étant de stimuler la production agricole au-delà de l'agriculture de subsistance et, par le biais de sociétés commerciales gérées par l'État, de générer les fonds nécessaires à l'industrialisation. Les GRPSM devaient également devenir des moteurs du progrès social dans les campagnes : ils devaient élire leurs propres structures de gestion et créer des centres d'alphabétisation, des stations sanitaires, des magasins et des écoles saisonnières pour les jeunes villageois.

Suite à une demande d'assistance de la JUS-RDA, le mouvement de jeunesse de masse de la DDR, les *Freie Deutsche Jugend* (FDJ), mit en place une "Brigade de l'amitié" en 1960 - la première des dizaines de brigades envoyées à travers le monde - pour aider à la construction d'un GRPSM à Somo, au Mali. La première brigade était composée de six membres : un agronome, un éleveur de bétail, un maçon, un charpentier, un mécanicien et un médecin. Leur équipement comprenait un tracteur et une charrue, un camion et une remorque, une machine à semer, une jeep et une pompe centrifuge. La brigade travaillait avec 30 agriculteurs maliens, semant du riz, du millet et des arachides, et construisait de nouveaux bâtiments pour l'élevage du bétail et les travaux d'entretien.

Au milieu des années 1960, des progrès significatifs avaient été réalisés au Mali, en particulier par rapport aux décennies de domination coloniale. Alors que les Français n'avaient consacré que 4 % des taxes coloniales à l'éducation en Afrique de l'Ouest, l'US-RDA avait réussi en seulement trois ans à doubler le nombre d'élèves du primaire et du secondaire.²⁰ Des centaines de nouvelles installations médicales et de stations sanitaires avaient été construites dans tout le pays. Dans le domaine de l'agriculture, plus de 45 000 hectares de terres avaient déjà été irrigués et 30 000 charrues livrées au GRPSM, tandis que la construction du système d'*encadrement*, ainsi que des écoles saisonnières était en grande partie achevée à la fin de l'année 1965.²¹

²⁰ Rodney, *How Europe Underdeveloped Africa And Argumente Und Tatsachen, Zur Entwicklung Der Afrikanischen Parteien*.

²¹ Ernst, *Tradition und Fortschritt im Afrikanischen Dorf*.

- 2 - 47

Ministerium
Auswärtige
4.ABA
Berlin

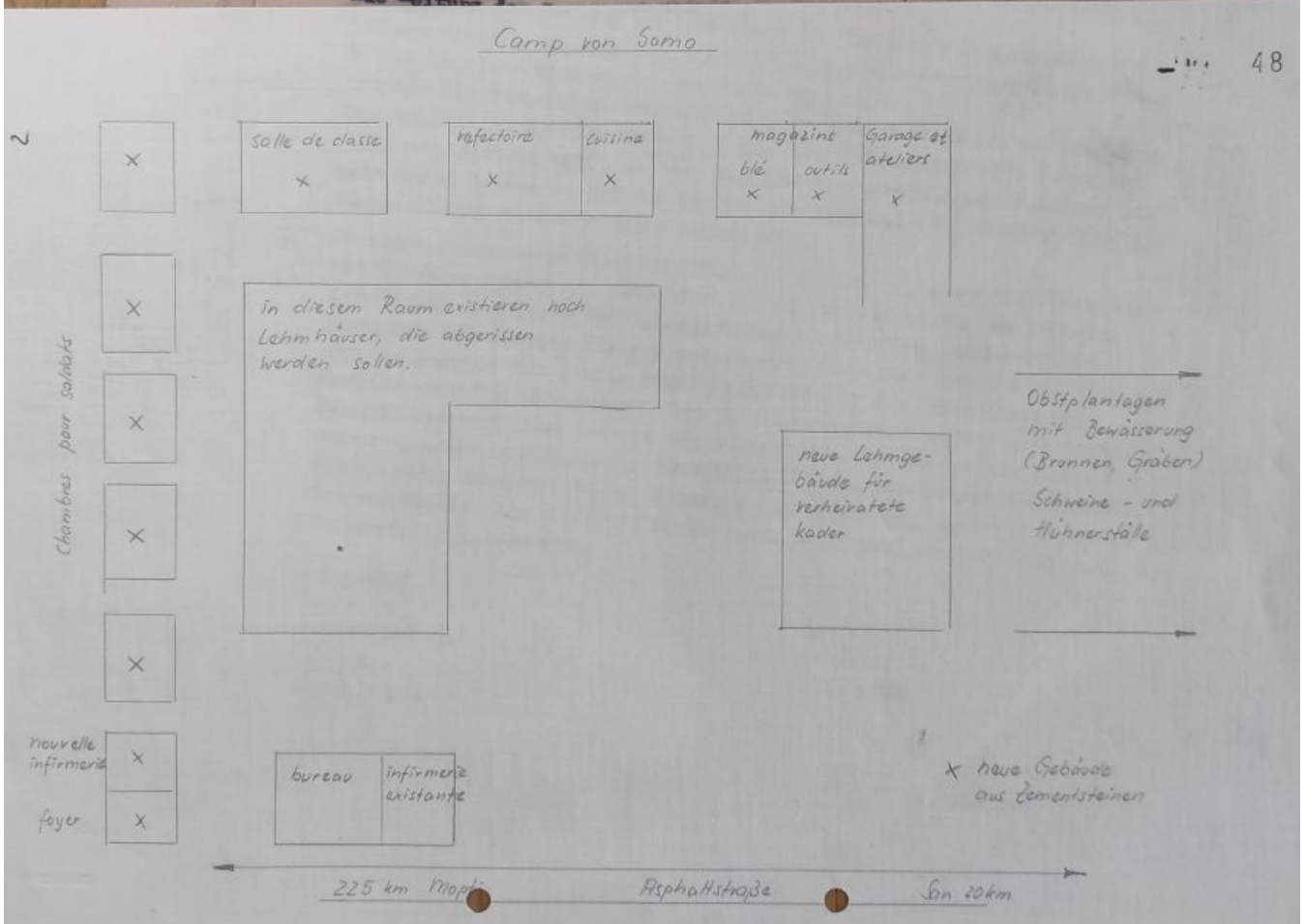
Betr.

Werte

Auf Grund der Aufgabenstellung des Service Civique im allgemeinen und der des Campement von Somo (am Bani-Fluß) im besonderen ergibt sich, dass eine geringfügige Änderung unserer eigenen Vorschläge vorgenommen werden müßte. Im Ergebnis der Diskussion mit der Leitung des Service Civique ergibt sich für die Zusammensetzung der Brigade folgendes Bild:

- 1 Agronom
- 1 Viehzüchter (Rinder, Schweine)
- 1 Geflügelzüchter
- 1 qualifizierter Maurer (evtl. Architekt) statt Techniker f. Landmaschinen
- 1 Buchhalter
- 1 Arzt.

Die Leitung



Plans de la FDJ et de la JUS-RDA pour la construction du "Camp Somo", un GRPSM près de la ville de Ségou. La première « brigade de l'amitié » de la FDJ est relevée par une deuxième équipe qui apporte du nouveau matériel en 1967.

Pourtant, ces progrès ne furent pas à la hauteur de l'ambitieux plan quinquennal de l'US-RDA. Si la production de coton, de maïs et d'arachides avait bien augmenté, la production des cultures de subsistance avait elle néanmoins stagné (riz), voir même diminué (millet)²². L'action s'était heurtée à plusieurs défis pratiques et politiques. L'aile la plus radicale de l'US-RDA avait envisagé une transformation progressive des villages, fondés sur la subsistance en coopératives modernes de production de produits de base qui, une fois intégrées dans un système plus large de planification étatique, pourraient financer le développement industriel à l'échelle nationale, tandis que les éléments de droite et centristes du parti plaidaient pour une renaissance des structures villageoises "traditionnelles", déformées par le colonialisme. Faisant écho aux idées d'autres mouvements socialistes agraires, tels que les *Narodniks* dans la Russie du XIXe siècle, cette tendance idéalisait les méthodes semi-communautaires de l'ère précoloniale. Ils prônaient une réhabilitation des "valeurs et normes traditionnelles" pour réveiller le "besoin intérieur de progrès" des agriculteurs, réduisant la transformation socialiste dans les campagnes à une sorte de "révolution psychologique" parmi les villageois²³. En raison de ces conceptions divergentes au sein du parti, l'*action rurale* fut mise en œuvre de manière incohérente à l'échelon local²⁴. Alors que de nouvelles structures démocratiques de prise de décision avaient été mises en place dans certains villages, les responsables d'autres régions cherchèrent à simplement "décoloniser" les villages, ce qui renforça involontairement, ou parfois même raviva, les relations patriarcales et l'aristocratie quasi-féodale de la période précoloniale - les forces les plus réticentes à l'idée d'une transformation socialiste.

Les problèmes les plus importants qui paralysaient l'économie malienne étaient cependant d'origine externe. L'US-RDA avait réussi à évincer les sociétés étrangères du marché agricole national et donc à stopper la fuite directe du produit national du Mali, mais les produits maliens restaient toujours à la merci des prix sur le marché mondial capitaliste. Le coût du transport des marchandises à travers les frontières nationales jusqu'aux ports du Sénégal et de la Guinée, ainsi que les programmes de subventions pour le coton en Europe et aux États-Unis, rendaient presque impossible tout retour sur investissement. Cet échange inégal incarnait « la main cachée du néocolonialisme » (Nkrumah) au Mali. Cependant, la France avait l'audace d'employer une main plus visible encore, en interférant avec les livraisons d'essence et en faisant pression sur le gouvernement sénégalais afin que

²² *ibid.*

²³ Colloque Sur les politiques de développement et les diverses voies africaines vers le Socialisme (Dakar: 1962), cité dans Ernst, *Tradition und Fortschritt im Afrikanischen Dorf*, 45.

²⁴ Ernst, *Tradition und Fortschritt im Afrikanischen Dorf*, 109-113.

ce dernier mette en place des obstacles sur les routes de transit vers Dakar.²⁵ Les termes de l'échange se détériorant d'année en année, le déficit du Mali commença à gonfler, et les marchands locaux commencèrent à s'enrichir en contournant la société commerciale de l'État et en faisant passer des marchandises en contrebande à travers la frontière sénégalaise. Ne parvenant pas à lutter efficacement contre ce marché noir en pleine expansion, le gouvernement de Keïta eut recours à des réductions de salaires et à des augmentations de prix en 1965.

Alors que les problèmes économiques s'accumulaient au milieu des années 1960, Keïta sollicita à plusieurs reprises l'aide des États socialistes. Mais malgré de nombreux efforts, la DDR ne parvint pas à établir des liens commerciaux avec le Mali, invoquant « l'étroitesse de la structure des exportations maliennes et les exigences de prix maliens supérieurs aux prix du marché mondial »²⁶. En termes d'assistance matérielle, l'Union soviétique pu fournir au Mali des crédits d'une valeur de 68 millions de dollars US entre 1960 et 1967. En collaboration avec la Tchécoslovaquie (ČSSR), les Soviétiques s'étaient concentrés sur les programmes de formation des professionnels et des cadres maliens, sur la prospection minière et sur le développement de l'aviation²⁷. Fin 1968, la Chine avait également prêté au Mali quelque 30 millions de dollars et envoyé des centaines d'experts pour former des étudiants maliens, en particulier dans le domaine de l'agriculture.²⁸ Mais ce dont le Mali avait le plus besoin, c'était des partenaires commerciaux solides, capables d'acheter des marchandises à des prix supérieurs à ceux du marché mondial impérialiste : sans un flux régulier de revenus provenant des exportations agricoles, l'*option socialiste* était vouée à l'échec.²⁹

²⁵ Cette information a été transmise à une délégation du DDR par le président Keïta et Mahamane Alassane Haïdara (président de l'Assemblée nationale) en mai 1966 (DY 30/98103).

²⁶ DY 30/98102.

²⁷ Helmut Strizek, "Mali Zwischen Moskau Und Peking – Vor Und Nach Dem „Sozialismus“" (Mali Between Moscow And Beijing – Before And After "Socialism"), Osteuropa 26, No. 4 (April 1976) And DY 30/98101.

²⁸ Bien que les analystes occidentaux aient tendance à souligner les tensions entre les activités soviétiques et chinoises en Afrique au cours de cette période, les rapports internes du SED et du ministère des Affaires étrangères (MfAA) n'accordent pas beaucoup d'attention à cette question. L'influence du PCC sur l'US-RDA a été observée par les représentants de la DDR au Mali, mais leurs conclusions n'apparaissent que comme notes annexes dans des rapports axés sur des développements politiques ou économiques plus larges. En fait, le chef de la mission commerciale de la DDR à Bamako a explicitement minimisé la menace posée par les « forces d'ultra-gauche » (c'est-à-dire les maoïstes) en septembre 1967, arguant que « la principale menace pour le développement progressif du Mali est actuellement posée par les forces de droite. Évaluer les choses différemment reviendrait à renverser la situation actuelle. » (DY 30/98101)

²⁹ En 1964-1965, les États socialistes importaient quelque 43% des exportations maliennes, mais ils n'étaient tout simplement pas en mesure de remplacer les liens du Mali avec son ancien colonisateur et la CEE, plus forte économiquement. M. Touron, « Le Mali, 1960-1968. Exportateur La Guerre Froide Dans Le Pré Carré Français », Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin 2017/1, n° 45 (2017).

La situation au Mali devint encore plus tendue en février 1966, après qu'un putsch contre-révolutionnaire eut renversé le gouvernement socialiste de Nkrumah au Ghana. Consciente des dangers posés par l'instabilité intérieure, l'Assemblée nationale du Mali accepta d'accorder des pouvoirs extraordinaires à un *Comité national de défense de la révolution* un mois plus tard.

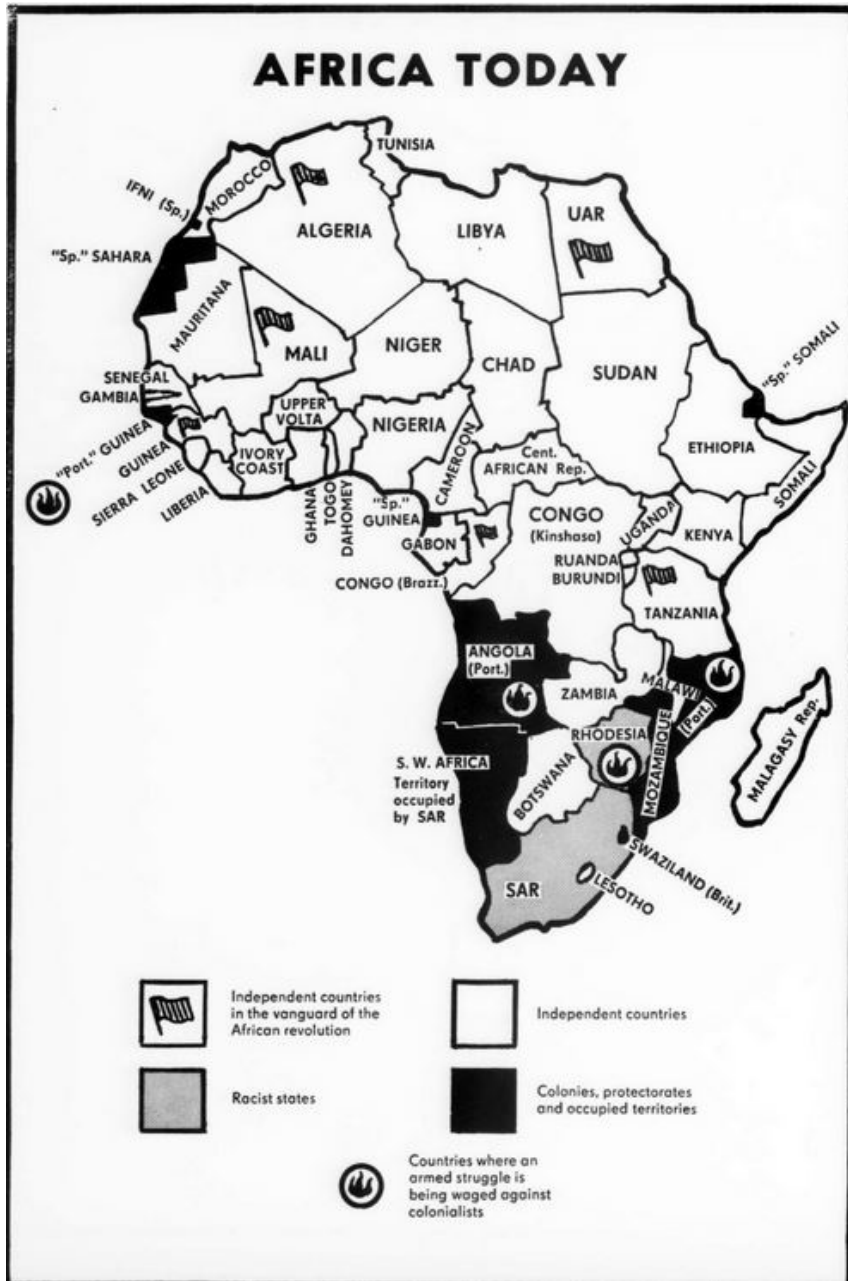
Questions d'organisation politique - front populaire ou parti d'avant-garde ?

Les divisions internes à l'US-RDA s'intensifièrent au fur et à mesure que la situation économique se détériorait. L'aile droite du parti, s'appuyant largement sur la classe marchande ascendante et la bureaucratie administrative, passa à l'offensive et commença à négocier un accord financier avec la France pour permettre au Mali de réintégrer la zone du franc CFA. Les partisans de cet accord prétendaient qu'il permettrait de stimuler le commerce avec les pays voisins, ceux à quoi leurs opposants rétorquaient qu'il représentait la fin de l'*option socialiste*, car il éroderait le contrôle de l'État sur le commerce et donnerait à la France un rôle dominant dans l'économie. Sous l'impulsion des jeunes de la JUS-RDA et des travailleurs de l'UNTM, l'aile gauche du parti rejeta la responsabilité de la crise économique sur les fonctionnaires corrompus et sur leur mise en œuvre timide des politiques révolutionnaires. Elle commença à réclamer le développement d'un parti d'avant-garde qui, avec une discipline plus stricte et une plus grande unité d'action, serait mieux adapté à l'environnement hostile.³⁰

Au milieu des années 1960, dans un contexte de défis similaires à travers le continent, la question de l'avant-garde était devenue un point de dissension parmi les forces communistes et progressistes en Afrique. Une conférence intitulée "Afrique - révolution nationale et sociale" fut organisée par la revue théorique *Problems of Peace and Socialism* (communément appelée *World Marxist Review*) et le périodique égyptien *Al Tali'a* à la fin du mois d'octobre 1966. Des hommes politiques et des théoriciens de 25 partis et organisations africains se réunirent au Caire pour discuter de la situation à laquelle étaient confrontées les forces anti-impérialistes en Afrique. Au centre de leurs préoccupations, le putsch militaire survenu au Ghana huit mois auparavant. Lutfi Al Kholi, l'un des rédacteurs en chef d'*Al Tali'a*, souligna comment les officiers de l'armée ghanéenne formés en Grande-Bretagne avaient exploité l'instabilité économique du pays et agi pour le compte des puissances impérialistes.³¹ Il affirmait

³⁰ Les conflits internes au sein de la direction du parti ont été détaillés aux responsables est-allemands par plusieurs membres du Politburo américain-RDA qui se sont rendus à Berlin pour le 7e congrès du parti SED en avril 1967 (DY 30/98100).

³¹ *Probleme Des Friedens Und Des Sozialismus (Problems Of Peace And Socialism)*, Iss. 01, 1967.



*Carte tirée du journal Problems of Peace and Socialism,
illustrant l'état de la révolution sociale à la fin de l'année 1966.*

toutefois qu'il serait "illusoire" d'« imaginer que les intrigues impérialistes étaient à elles seules la cause principale du coup d'État ». Selon lui, le parti au pouvoir de Nkrumah avait finalement été incapable d'organiser la résistance parce qu'il « est resté un navire flottant à la surface de la société, composé d'un groupe d'intellectuels révolutionnaires et de citoyens » qui « n'a pas réussi à atteindre la masse du peuple dans les campagnes, à éclairer et à rallier les masses en général, à susciter réellement leur intérêt pour la révolution ». Tigani Babiker, du Parti communiste soudanais, était du même avis : « Des masses confuses et inorganisées ne pouvaient pas affronter et

vaincre un coup d'État armé par elles-mêmes ». ³² Un tel parti serait mieux à même de « fournir une base solide pour la stabilité politique en assurant un lien étroit entre les gouvernements progressistes et le peuple » pendant le développement non-capitaliste, comme l'avait soutenu le marxiste sénégalais Thierno Amath. ³³

Le représentant malien au Caire était Idrissa Diarra, alors secrétaire politique de l'US-RDA et principal leader de l'aile droite du parti. Diarra était en désaccord avec ceux de son parti qui, notamment lors de la conférence, soutenaient la nécessité d'un parti d'avant-garde pendant la deuxième étape de la libération nationale. Selon lui, le développement historique spécifique de l'Afrique signifiait que les fronts populaires anti-impérialistes étaient capables de construire le socialisme sur le continent. ³⁴ Il soutenait qu'aucun grand parti de classe n'avait émergé en Afrique à la fin de l'ère coloniale parce que l'exploitation étrangère avait freiné le processus de différenciation de classe et que tous les groupes sociaux étaient unis dans leur contradiction avec l'impérialisme. Ainsi, des partis de masse représentant des fronts interclasses en étaient venus à diriger la lutte anticoloniale.

« À la fin de la période coloniale, la situation est devenue plus favorable à la différenciation sociale, mais il serait faux de prétendre que la société est déjà divisée en classes antagonistes. Les contradictions et les distinctions sociales ne sont pas assez marquées pour faire disparaître le sentiment général de solidarité qui unit les membres de la société africaine ».

Alors que les États africains qui avaient choisi d'encourager « le capital privé étranger et national » aggravaient par inadvertance les contradictions de classe et rendaient ainsi inévitable l'émergence d'un parti d'avant-garde, Diarra soutenait que les États nationaux démocratiques poursuivant la construction socialiste étaient déjà en train de « surmonter les contradictions fondamentales » en société.

³² Probleme Des Friedens Und Des Sozialismus, Iss. 01, 1967.

³³ PFS, 1966, Iss. 08

³⁴ Idrissa Diarra dans Probleme Des Friedens Und Des Sozialismus, Iss. 01, 1967.

*« La socialisation des moyens de production et de circulation a augmenté le nombre de personnes employées dans le secteur public, qui sont les partisans et les défenseurs naturels de l'orientation socialiste du parti. Alors que l'orientation socialiste était initialement basée principalement sur des facteurs volontaires, les changements structurels ultérieurs dans le domaine de l'économie ont élargi de plus en plus la base objective de la lutte pour le développement socialiste. Parallèlement, la base objective des forces qui s'opposent à l'orientation socialiste du parti devient de plus en plus étroite ».*³⁵

Cette position de Diarra était controversée, aussi bien au sein de son propre parti qu'au sein du mouvement international. Lorsqu'une délégation de membres de l'aile gauche du politburo de l'US-RDA se rendit à Berlin quelques mois plus tard, en avril 1967, ils expliquèrent aux responsables du SED que le parti était divisé sur cette question de l'avant-garde. Ils décrivent la contribution de Diarra à la conférence du Caire comme « le reflet de ses opinions personnelles, et non de celles du politburo »³⁶. Ils rapportèrent cependant que de nombreux membres craignaient que la création d'un parti d'avant-garde ne compromette « l'unité du pays » et aliène certains de ceux qui s'étaient battus pour l'indépendance. L'aile gauche préférait ainsi renforcer « les forces d'avant-garde à l'intérieur du parti » afin de « développer davantage le parti de l'intérieur ».

Alors que le camp socialiste s'abstenait à l'époque de prendre position publiquement sur ces questions d'organisation dans les partis de masse ouest-africains, les vues de Diarra contredisaient clairement la compréhension marxiste-léniniste de la libération nationale et du socialisme, car elles « surestimaient le potentiel d'un système national-démocrate de masse et sa direction petite-bourgeoise » tout en « sous-estimant simultanément la différenciation sociale et la lutte des classes ».³⁷ Le marxiste guyanais Walter Rodney avait identifié le même problème dans un certain nombre de partis de masse africains à cette époque. ³⁸Pour les communistes, la lutte des classes devrait nécessairement s'intensifier au cours de la deuxième étape de la

³⁵ Quatre ans plus tôt, S. B. Kouyaté, de la direction de l'US-RDA, avait tenu des propos similaires : « En résumé, nous pouvons dire que la voie socialiste que nous avons choisie repose sur deux points fondamentaux : 1) Un socialisme établi par un mouvement, et non dirigé par Principalement des forces prolétariennes... 2) Et comme conséquence logique du premier point, nous pensons que le socialisme peut être réalisé sans Parti communiste. Nous pensons que l'organisation politique du peuple, considérée comme le moteur de la nation, peut conduire le pays au socialisme. » Cité dans Ernst, *Tradition Und Fortschritt Im Afrikanischen Dorf*, 32.

³⁶ DY 30/98100.

³⁷ À noter que cette évaluation des opinions de Diarra et Kouyaté a été rédigée par Ernst, *Tradition und Fortschritt im Afrikanischen Dorf*, en 1973, cinq ans après le coup d'État contre l'US-RDA.

³⁸ Walter Rodney, *Decolonial Marxism*, (London: Verso Books, 2022), 47-49, 68-69, 284-285.

libération nationale, et ce serait à la classe ouvrière d'atteindre l'hégémonie dans le mouvement national.³⁹ Nkrumah était arrivé à une conclusion similaire après une réflexion critique dans son livre de 1970 *Class Struggle in Africa*.⁴⁰

Malgré cette divergence idéologique, les États socialistes continuèrent à soutenir des partis comme l'US-RDA. Critiquer ouvertement ces tendances aurait ébranlé les gouvernements progressistes en Afrique et, en outre, on estimait que la dynamique du processus national-démocratique donnerait nécessairement naissance à des partis léninistes capables de construire le socialisme, comme cela s'était produit à Cuba. Au début de 1967, le SED concluait que la coopération future devrait accorder une attention particulière au renforcement des « forces progressistes au sein de l'US-RDA », contribuant ainsi à consolider « la voie de développement non-capitaliste du Mali ». ⁴¹ Les programmes de formation des cadres déjà en cours en URSS , ČSSR et Bulgarie, devaient être élargis à la Mongolie et à la construction d'une école du parti pour l'US-RDA à Bamako.

La "révolution active" et le coup d'état de novembre

L'accord financier avec la France fut provisoirement conclu en février 1967. La première étape de sa mise en œuvre suivit peu de temps après, ce qui s'avéra fatal pour l'économie déjà instable du Mali. Au cours des trois mois suivants, la valeur de la monnaie malienne chuta de 50%.⁴² Des troubles commencèrent à secouer les villes alors que de grandes manifestations appelaient à l'action contre la « bourgeoisie bureaucratique » qui avait émergé dans l'appareil d'État. Le JUS-RDA, en partie inspiré par la révolution culturelle chinoise, lança des opérations pour lutter

³⁹ Comme le principal théoricien soviétique R.A. Uljanowski écrivait en 1970 : « Comment s'effectuera la transformation des partis nationaux-démocrates en partis du socialisme scientifique, comment et quand les partis marxistes-léninistes apparaîtront là où ils n'existent pas – en parler serait prématuré. Ce qui est incontestable, c'est simplement que l'abandon progressif du capitalisme dans le processus de lutte anti-impérialiste et anti-féodale peut être initié au cours de la phase nationale-démocratique de la révolution, sous la direction de la démocratie révolutionnaire, mais la conclusion réussie de ce processus Le processus et la transition vers la construction socialiste et plus tard la garantie de la victoire totale du socialisme sont impossibles sans le parti du socialisme scientifique, sans la direction de la classe ouvrière. » Dans *Probleme des Friedens und des Sozialismus*, 1970, Iss. 06. C'est essentiellement la même conclusion à laquelle arrive Rodney (2022).

⁴⁰ « La vague de coups d'État militaires en Afrique révèle le manque d'organisation socialiste révolutionnaire, la nécessité de la création d'un parti de la classe ouvrière d'avant-garde panafricaine et de la création d'une armée et d'une milice populaires panafricaines. La lutte révolutionnaire socialiste, qu'elle prenne la forme d'une action politique, économique ou militaire, ne peut finalement avoir d'effet que si elle est organisée et si elle trouve ses racines dans la lutte de classe des ouvriers et des paysans. » Kwame Nkrumah, *Class struggle in Africa* (Londres : Panaf Books, 1970), 54.

⁴¹ DY 30/98100.

⁴² Ce chiffre est fourni dans DY 30/98105 et vérifié dans Pierre Boilley, *Encyclopedia of African History*, Routledge, 2013.

contre les fonctionnaires corrompus et renouveler le parti. Ces événements culminèrent le 22 août 1967, lorsque Keïta annonça la « révolution active » : le bureau politique de l'US-RDA fut dissous et le Comité National de Défense de la Révolution (CNDR) reprenait ses responsabilités. L'Assemblée nationale, dissoute cinq mois plus tard en janvier 1968, fut remplacée par une assemblée provisoire de personnalités de gauche.⁴³ Idrissa Diarra et ses alliés furent purgés de la direction, mais de nombreux postes de niveau inférieur au sein du parti et de l'État étaient toujours occupés par la bourgeoisie bureaucratique.



Slogan de la "révolution active", initiée le 22 août 1967.

Madeira Keita, qui était ministre de la Justice du Mali, prit la tête les forces progressistes du CNDR. En juillet 1968, Keita prononça un discours crucial dans lequel il analysa le développement du Mali depuis 1960, rejetant la position présentée par Diarra au Caire et affirmant que des forces sociales antagonistes étaient en fait apparues après l'indépendance du Mali.⁴⁴ Les « objectifs politiques opposés » de ces groupes, disait-il, avaient conduit à une crise politique en 1966-1967. Avec l'aide des « actions de masse de la jeunesse et des syndicats », les forces progressistes avaient pu reprendre l'initiative et éviter un putsch de droite, mais ce danger planait toujours sur le Mali. L'aile gauche du parti avait pris conscience de la nécessité de « transformer l'US-RDA et l'appareil d'État de l'intérieur, en incluant aussi bien toutes les couches sociales que les institutions de forces d'avant-garde ». La

⁴³ Ces évolutions ont été observées de près par le chef de la mission commerciale du DDR à Bamako, qui a envoyé des rapports mensuels détaillés au MfAA à Berlin (DY 30/98101 et DY 30/981).

⁴⁴ Le discours est détaillé dans un rapport interne de la mission commerciale auprès du MfAA (DY 30/98105).

dissolution du bureau politique et de l'Assemblée nationale avait marqué le début de ce processus, qui était cependant loin d'être achevé. Keita conclut en réitérant l'urgence de stimuler la productivité agricole et avertit que le parti avait sous-estimé la « rigidité des vieilles traditions africaines » dans les villages. Dans cette continuité, un séminaire sur l'action rurale organisé en mai 1968 conclut que la « gérontocratie patriarcale » et les « éléments féodaux théocratiques » des villages avaient été largement sous-estimés, et que le potentiel révolutionnaire des groupes exploités (les familles les plus pauvres, les jeunes et les femmes) sous-utilisé.⁴⁵

Ce virage à gauche de l'US-RDA était également perceptible dans la politique étrangère du gouvernement. En mars 1968, le ministre malien du Commerce se rendit à Berlin et informa les responsables du SED que « le moment était venu d'avancer vers une normalisation des relations et une pleine reconnaissance diplomatique de la DDR »⁴⁶. Si la DDR réclamait cette évolution depuis longtemps, le Mali s'était montré plus réservé quant à la perte de ses liens avec l'Allemagne de l'Ouest, cette dernière menaçant de rompre toute relation avec chaque État reconnaissant la RDA (voir la doctrine Hallstein). Si les représentants de l'US-RDA déclarèrent que le Mali était désormais prêt à franchir cette étape, ils soulignèrent néanmoins que les États socialistes devraient intensifier leur aide pour réussir un développement non-capitaliste. Lorsque le président Keita rencontra le chef de la mission commerciale de la RDA à Bamako en juillet 1968, il déplora l'accord financier avec la France, le décrivant comme un amer retrait rendu nécessaire par l'incapacité des États socialistes à fournir un soutien suffisant.⁴⁷ Malgré cette frustration vis à vis du camp socialiste, Keita se positionna sans équivoque un mois plus tard lorsque, en août 1968, le Mali fut le seul État africain à soutenir explicitement l'intervention de l'URSS en Tchécoslovaquie.⁴⁸ Au mépris de ses alliés en Yougoslavie et en Égypte, l'US-RDA refusa d'assister à la nouvelle conférence du Mouvement des Non-Alignés.

La *révolution active* correspondait essentiellement à ce que le mouvement communiste avait prévu : les contradictions au sein et autour de l'US-RDA l'avaient contraint à adopter une position idéologique plus claire. Les dirigeants restants avaient abandonné le discours sur « l'unité du pays » et s'en étaient désormais pris aux « forces

⁴⁵ Cité dans Ernst, Tradition Und Fortschritt Im Afrikanischen Dorf.

⁴⁶ DY 30/98102.

⁴⁷ DY 30/98102.

⁴⁸ La déclaration de soutien du Mali a été approuvée par le CNDR et séparément par les syndicalistes de l'UNTM (DY 30/98105). Madeira Keita avait visité la DDR et la Tchécoslovaquie en juillet/août de la même année et comprenait donc bien la situation à Prague. L'importance de cette décision ne doit pas être sous-estimée, car l'US-RDA s'est positionné comme un proche allié des États du Traité de Varsovie et a contredit la position de ses alliés en Chine, en Yougoslavie, au PCF et dans plusieurs États progressistes d'Afrique.

réactionnaires qui avaient des liens avec les pays capitalistes étrangers ». ⁴⁹ Ils se tournèrent vers le mouvement ouvrier et de jeunesse pour obtenir leur soutien. Une milice populaire reçut des pouvoirs spéciaux sur tous les autres organes du pouvoir pour repousser la contre-révolution. ⁵⁰ En dehors des centres urbains cependant, les masses rurales étaient principalement concentrées sur la situation économique désastreuse, qui ne montrait aucun signe d'amélioration. La plupart des Maliens semblaient apparemment apathiques face à l'évolution politique dans les villes. ⁵¹ Pire encore, les milices populaires se révélèrent sujettes à des excès, ce qui aboutit à éloigner encore d'avantage certains anciens partisans de l'US-RDA.

Le coup fatal fut porté au parti à la fin de 1968. Comme au Ghana, l'armée malienne fut longtemps un bastion pro-impérialiste, de nombreux officiers avaient été formés dans la « mère patrie » coloniale et, s'ils avaient toléré la présidence de Keïta, ils étaient favorables à des liens plus étroits avec la France. La montée des milices populaires pendant la *révolution active* provoqua également la colère de nombreux officiers, qui craignaient la dissolution de l'armée. Dans la soirée du 18 novembre 1968, près une violente altercation entre miliciens et officiers de l'armée, un putsch surprise fut lancé par un groupe d'officiers. Les quartiers généraux de la milice populaire, l'UNTM et le JUS-RDA, furent rapidement encerclés et neutralisés pour désorienter les forces pro-gouvernementales. Keïta fut arrêté aux côtés de ses ministres, dont Madeira Keita, et la radio de Bamako commença à diffuser des messages de soutien au coup d'État : « Vive la liberté individuelle, vive la République. A bas la milice. Fini le soi-disant socialisme. Vive l'armée. » ⁵² Les commerçants et les petits commerçants, sentant que leur moment était venu, apportèrent leur soutien aux militaires, tandis que la population rurale est restée largement passive.

Le chef des officiers conspirateurs – le « Comité militaire de libération nationale » autoproclamé – était le lieutenant Moussa Traoré, récemment rentré au Mali après une longue visite à Paris, prétendument pour des raisons de santé. Alors que les représentants français à Bamako semblaient avoir été surpris par le coup d'État de novembre, des rumeurs circulaient selon lesquelles les Français étaient depuis longtemps en contact avec plusieurs officiers, sans

⁴⁹ DY 30/98103.

⁵⁰ Il est intéressant de noter que l'UNTM a même contacté le SED pour lui demander de l'aider à organiser des brigades de travailleurs armés sur le modèle des « groupes de combat de la classe ouvrière » du DDR (DY 30/98).

⁵¹ DY 30/98103.

⁵² DY 30/98105.

pour autant avoir fixé de date pour agir contre l'US-RDA.⁵³ Suite au putsch, Traoré promit de nouvelles élections dans les mois à venir et, fait notable et révélateur, les personnalités de droite qui avaient négocié l'accord financier avec la France avant d'être purgées de l'US-RDA furent réintégrées comme ministres dans le nouveau gouvernement provisoire. Toutes les autres activités politiques – y compris celles de l'US-RDA et de ses organisations de masse – furent totalement interdites. Les élections promises n'eurent jamais eu lieu et Traoré conserva le pouvoir jusqu'à son éviction en 1991. Modibo Keita mourut prisonnier dans des circonstances suspectes en 1977. Des milliers de personnes assistèrent aux funérailles de l'ancien président, avant d'être violemment dispersées par les troupes de Traoré.



Madeira Keita en compagnie de Che Guevara à Bamako (décembre 1964).

⁵³ DY 30/98105.

Un héritage à étudier

Le coup d'État de 1968 mit un terme brutal au développement non-capitaliste du Mali, de la même manière qu'au Ghana deux ans auparavant. La DDR et d'autres États socialistes poursuivirent néanmoins leurs relations avec le régime de Traoré, principalement dans l'espoir de conserver leurs acquis et de contrecarrer l'influence des États impérialistes, malgré des désaccords quant aux perspectives de développement futur du Mali sous un régime militaire.⁵⁴ Alors que certains analystes, comme C. Mährdel, entretenaient des notions assez vagues selon lesquelles « le cercle politique dirigeant » au Mali pourrait « s'engager sur la voie d'une démocratie révolutionnaire », d'autres, comme le communiste français J. Suret-Canale, estimaient que le Mali était « une fois de plus tombé sous le coup de la tutelle impérialiste ».⁵⁵ Cette dernière évaluation s'avérera correcte.

Il serait cependant trop simple de conclure, à cause de tels coups d'État, que les stratégies de développement non-capitaliste et de démocratie nationale ne sont pas viables. Même si les difficultés objectives et subjectives du Mali se sont révélées plus grandes que ce que le mouvement communiste et l'US-RDA avaient initialement prévu, il existe plusieurs États dans lesquels ces stratégies ont effectivement ouvert la voie au socialisme.⁵⁶ Pour comprendre pourquoi, il est utile de rappeler les origines de ces concepts. Le développement non-capitaliste a été évoqué pour la première fois lors du deuxième congrès mondial du Komintern en 1920 et il ressort clairement de cette remarque initiale que la stratégie présupposait un antipode socialiste fort à l'impérialisme :

« La question était posée ainsi : devons-nous considérer comme correcte l'affirmation selon laquelle le stade capitaliste du développement économique est inévitable pour les nations arriérées qui se trouvent sur la voie de l'émancipation et chez lesquelles on constate, depuis la guerre, une certaine avancée vers le progrès

⁵⁴ Une évaluation post-Putsch détaillée du directeur de la mission commerciale est-allemande a été remise au MfAA en janvier 1969 (DY 30-98105). Il est intéressant de noter que la brigade FDJ qui était sur le terrain au moment du putsch a pu livrer une analyse plus claire qui, avec le recul, s'est révélée exacte : « On reconnaît aux premières déclarations des représentants du nouveau pouvoir d'État qu'avec 19.11. Un glissement vers la droite a eu lieu et cette évolution va se poursuivre. Cela ne démarrera pas brusquement, le nouveau peuple ne peut pas se le permettre, l'idée du socialisme est déjà trop profondément enracinée. Nous devons probablement faire face à une certaine variété de pseudo-socialisme. ... Ce qui ressort clairement [du programme économique de Traoré], c'est que la porte du Mali a été ouverte aux capitaux étrangers. Les commerçants et entrepreneurs locaux ont reçu le « feu vert ». (DY 30/98102)

⁵⁵ C. Mährdel, *Afrikanische Parteien Im Revolutionären Befreiungskampf*, (Berlin: Staatsverlag Der DDR, 1977), 14. et Suret-Canale, "Die Bedeutung Der Tradition In Den Westafrikanischen Gesellschaftsordnungen", 136.

⁵⁶ Pour la démocratie nationale, les exemples évidents sont Cuba et la Chine. Pour le développement non-capitaliste, voir la Mongolie et les Républiques soviétiques d'Asie centrale.

? Nous avons répondu par la négative. Si le prolétariat révolutionnaire victorieux mène parmi eux une propagande systématique **et que les gouvernements soviétiques leur viennent en aide avec tous les moyens dont ils disposent**, il serait alors erroné de supposer que les peuples arriérés doivent inévitablement passer par le stade du développement capitaliste. Non seulement nous devrions créer des contingents indépendants de combattants et des organisations de parti dans les colonies et les pays arriérés, non seulement nous devrions immédiatement lancer une propagande pour l'organisation de Soviets de paysans et nous efforcer de les adapter aux conditions précapitalistes, mais l'Internationale communiste devrait avancer la proposition, avec la base théorique appropriée, **qu'avec l'aide du prolétariat des pays avancés**, les pays arriérés peuvent passer au système soviétique et, à travers certaines étapes de développement, au communisme, sans avoir à passer par l'étape capitaliste ». ⁵⁷
(souligné par l'auteur)

Cette affirmation fut ensuite reprise par les forces révolutionnaires des États nouvellement libérés, comme l'écrivait Madeira Keita en 1967 :

« Le fait de savoir que l'Union soviétique et le camp socialiste existent dans le monde et que nous pouvons compter sur leur solidarité nous a aidés à comprendre la proposition marxiste selon laquelle les nations nouvellement indépendantes dépourvues d'une industrie, d'une infrastructure, d'un personnel national et d'une bourgeoisie nationale développée peuvent contourner le stade de développement au cours duquel une bourgeoisie émerge et prend le pouvoir. C'est pourquoi nous avons opté pour la voie du développement socialiste ». ⁵⁸

La tragédie des développements au Mali, cependant, est qu'en dépit des développements politiques positifs au sein de l'US-RDA (représenté le plus clairement par Madeira Keita lui-même), le camp socialiste n'a finalement pas réussi à établir des liens économiques avec Bamako dans une mesure qui pourrait le libérer des dépendances néocoloniales. Ce projet fut grandement entravé par le fait que les initiatives panafricaines du début des années 1960 échouèrent : la région resta balkanisée et le Mali relativement isolé. En 1965, il était clair que tant que le

⁵⁷ Lenin (1920), "Report Of The Commission On The National And The Colonial Questions" In *The Second Congress Of The Communist International*. <https://www.marxists.org/Archive/Lenin/Works/1920/Jul/X03.htm>

⁵⁸ Voir Madeira Keita In *Probleme de Friedens und des Sozialismus*, 1967, Iss. 11

Mali, enclavé, serait soumis aux prix du marché mondial impérialiste, le pays n'étant pas en mesure de maintenir une balance commerciale stable, et encore moins d'accumuler le capital nécessaire à son industrialisation. Ainsi, le fait que la DDR – sans doute l'État socialiste le plus développé économiquement – n'ait jamais réussi à établir des échanges commerciaux significatifs avec Bamako aurait dû susciter plus d'inquiétude. Les projets de solidarité et les programmes de formation jouèrent un rôle sans aucun doute importants, mais le Mali avait avant tout besoin d'un flux de revenus stable. Malgré les appels récurrents des dirigeants de l'US-RDA, Berlin n'était tout simplement pas en mesure de payer des produits agricoles maliens au-delà des prix du marché, la DDR étant à l'époque, comme les autres États socialistes, empêtrée dans ses propres efforts de (ré)industrialisation et dans une concurrence féroce avec l'Occident.

Les partisans d'un développement non-capitaliste avaient manifestement surestimé les capacités du camp socialiste après la Seconde Guerre mondiale, du moins en ce qui concerne l'Afrique subsaharienne. Si l'aide soviétique avait permis à certaines sociétés féodales d'Asie centrale et orientale de contourner le stade capitaliste de développement, ces États s'étaient retrouvés directement liés à l'économie soviétique. Mais transposer l'idée à l'Afrique de l'Ouest balkanisée était une tout autre affaire. Cela aurait nécessité un CAEM beaucoup plus fort (comme alternative socialiste au marché mondial impérialiste) ou un projet d'infrastructure international capable de relier des pays éloignés enclavés comme le Mali aux États socialistes d'Europe et d'Asie. Même si les analystes communistes commencèrent à reconnaître et à discuter de ce point dans les années 1970⁵⁹, le développement non-capitaliste resta une stratégie centrale du mouvement jusqu'au milieu des années 1980, avant que la "nouvelle pensée" de Gorbatchev ne s'installe. Les États à orientation socialiste tels que la Guinée, l'Égypte/RAU, le Mozambique, la République démocratique du Congo, la République démocratique d'Afghanistan, etc. contribuèrent à une compréhension plus large des possibilités et des limites de ce concept au XXe siècle.

Sur le plan politique, le point crucial de la libération nationale était de savoir comment lier la lutte immédiate contre le néocolonialisme à la lutte à long terme pour le socialisme. Comment la libération nationale peut-elle

⁵⁹ Les limites de la stratégie ont été évoquées, par exemple, par Suret-Canale (« Die Bedeutung Der Tradition In Den Westafrikanischen Gesellschaftsordnungen » p.136) qui a identifié trois contradictions fondamentales qui ont entravé le développement non-capitaliste au Ghana et au Mali : « La continuité De l'influence néocolonialiste dans les États voisins, de l'isolement relatif des régimes progressistes et de l'éloignement géographique des pays socialistes. De même, le communiste nigérian Tunji Otegbeye a conclu en 1970 que la « proximité des [États nouvellement libérés] du camp socialiste mondial » était un facteur économique et politique majeur déterminant leur « transition vers l'orientation socialiste » (*Probleme des Friedens und des Sozialismus*). , 1970, numéro 08). Nkrumah, comme Otegbeye, a conclu que le développement non-capitaliste doit être considéré comme rien de plus qu'une très brève phase de transition, et non comme une formation sociale indépendante (Nkrumah, *Class Struggle In Africa*, 38-39).

dépasser les limites d'une révolution bourgeoise alors que le prolétariat – le sujet révolutionnaire décisif – n'est qu'à l'état embryonnaire ? S'appuyant sur la stratégie de Lénine des *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique*, les partis communistes développèrent le concept d'État national démocratique en 1960. Après une décennie de pratique, les analystes finirent par réaliser la complexité de ce processus et reconnurent que la démocratie nationale était intrinsèquement volatile. Elle incarnait une lutte constante et était susceptible à la fois d'avancées rapides et de drastiques retour en arrière :

*« En 1960, le mouvement communiste mondial a développé la formule de l'État national démocratique comme forme transitoire appropriée pour la voie de développement non capitaliste. L'État national démocratique est un instrument, mais en même temps un reflet des relations sociales globales compliquées et contradictoires. Il contient donc objectivement un certain degré d'incomplétude, de mouvement et de dynamisme - des niveaux de développement inférieurs et supérieurs. Dans son caractère, son activité, ses formes et ses méthodes d'exercice du pouvoir, il y a un reflet concentré du degré de lutte des classes et de la part de pouvoir que chaque classe détient. La formule de la démocratie nationale en tant que modèle de transition vise précisément à saisir ce mouvement contradictoire sur la base de la lutte des classes ».*⁶⁰

Dans le contexte malien, la trajectoire du gouvernement de Keïta confirma l'importance de la lutte des classes tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du mouvement national, ce qui valait non seulement dans la question de l'avant-garde, mais aussi dans l'action rurale, où les conceptions idéalistes commencèrent bientôt à entraver objectivement le progrès dans les campagnes.⁶¹ À mesure que leurs projets politiques avançaient, des démocrates révolutionnaires comme Nkrumah et Keïta en vinrent à reconnaître les pièges de négliger une analyse de classe. Au Ghana, cette prise de conscience intervint après le coup d'État, même si au cours de ses dernières années, Nkrumah mit en

⁶⁰ Helmut Mardek, "Der Platz Der Arbeiterklasse In Den Staatstheoretischen Vorstellungen Der Revolutionären Demokratie" (The Position Of The Working Class In The Theory Of The State In Revolutionary Democracy) In Nichtkapitalistischer Entwicklungsweg Aktuelle Probleme In Theorie Und Praxis (Protokoll Einer Konferenz) (Berlin: Akademie-Verlag, 1973), 184.

⁶¹ L'action rurale a été analysée en profondeur par le spécialiste est-allemand Klaus Ernst dans son livre de 1973, qui a été traduit en anglais et offre une référence précieuse pour ceux qui s'intéressent aux approches non capitalistes de l'agriculture.

garde contre les "mythes neutres de classe tels que le « socialisme africain" et le "socialisme pragmatique".⁶² Au Mali, l'US-RDA avait tiré les leçons du putsch ghanéen et commençait à s'orienter vers le léninisme, corrigeant leur politique en 1967 pour repousser les aspirations de la bourgeoisie nationale. Pourtant, là aussi, l'aile droite du parti, en collaboration avec le néocolonialisme, avait déjà infligé de nombreux dégâts à travers les accords financiers désastreux avec la France et la mise à mal de l'action rurale.

Dans les années qui suivirent, un certain nombre de partis dotés d'analyses de classe plus pointues prirent de l'importance dans toute l'Afrique (par exemple, le MPLA en Angola, le FRELIMO au Mozambique, le PAIGC en Guinée-Bissau et le PCT en RP Congo). Le rôle du camp socialiste, qui fournit un espace pour le déroulement de ces discussions idéologiques – que ce soit dans des revues telles que *Problems of Peace and Socialism* ou dans les innombrables conférences qui réunirent divers mouvements politiques – ne peut être sous-estimé. La documentation de ces échanges internationaux offre un trésor de connaissances théoriques et d'expériences pratiques trop souvent perdues ou ignorées depuis 1990.

Aujourd'hui, plus de 50 ans après le putsch contre l'US-RDA, le peuple malien est toujours privé de progrès social et d'indépendance économique. L'espérance de vie reste inférieure à 60 ans, 70% de la nourriture doit être importée et seulement un tiers de la population adulte est alphabétisée.⁶³ L'état déplorable du pays constitue une condamnation claire de la France et de ses alliés qui ont jeté une ombre sur le Mali depuis 1968. Grâce à des mécanismes tels que le franc CFA et les fameux « programmes d'ajustement structurel » du FMI, la dépendance et l'exploitation de l'Afrique de l'Ouest n'ont fait que s'aggraver. Après avoir chassé l'armée française en 2022, le peuple malien est une fois de plus confronté à toute la force des mesures punitives occidentales : embargo commercial, frontières avec les États voisins bloquées et avoirs des banques centrales gelés. Plus d'un Malien sur trois dépend désormais de l'aide humanitaire pour survivre.⁶⁴ Cette pénible perpétuation du néocolonialisme

⁶² Les divisions de classe dans la société africaine moderne se sont estompées dans une certaine mesure au cours de la période précédant l'indépendance, lorsqu'il semblait y avoir une unité nationale et que toutes les classes ont uni leurs forces pour éjecter le pouvoir colonial. Cela a conduit certains à proclamer qu'il n'y avait pas de divisions de classes en Afrique et que le communautarisme et l'égalitarisme de la société africaine traditionnelle rendaient hors de question toute notion de lutte de classes. Mais cette erreur a été révélée rapidement après l'indépendance, lorsque les clivages de classe qui avaient été temporairement submergés par la lutte pour la liberté politique sont réapparus, souvent avec une intensité accrue, en particulier dans les États où le gouvernement nouvellement indépendant s'est lancé dans une politique socialiste. Nkrumah, *Class struggle in Africa*, P.10.

⁶³ Âgés de 15 ans et plus – Données de la Banque mondiale pour 2020.

⁶⁴ Communiqué du 18 janvier 2022, International Rescue Committee, *New Sanctions Risk Plunging The People Of Mali Further Into Humanitarian Crisis*, Warn 13 NGOs.

contraste fortement avec la solidarité internationaliste des États socialistes. Cette raison a elle seule est suffisante pour raviver cette tradition et reprendre à nouveau ces débats.